

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Est et de l'Océan Indien

Semaine du 20 octobre au 24 octobre 2025

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE NAIROBI

EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION

(ADDIS ABEBA, DAR ES SALAM, KAMPALA, TANANARIVE)

Faits marquants

- ❖ Éthiopie : Échec des négociations menées avec les créanciers obligataires
- ❖ Madagascar : S&P place la note souveraine sous surveillance négative

LE CHIFFRE A RETENIR

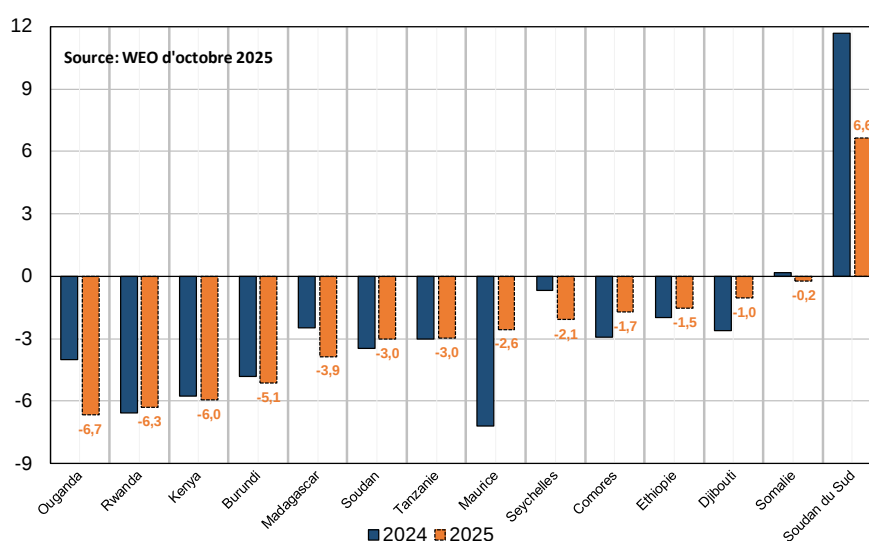
+29,3 %

**BURUNDI : INFLATION EN SEPTEMBRE, EN
BAISSE POUR LE 5^e MOIS CONSECUTIF
DEPUIS LE PIC DE +45,5 % ATTEINT EN AVRIL**

Le graphique de la semaine

AEOI : prévisions de solde public pour 2025

- en % du PIB -



Les nouvelles projections du FMI (WEO d'octobre) révèlent des situations budgétaires contrastées pour 2025 dans la région AEOI, entre rééquilibrages et dérapages budgétaires. L'Ouganda devrait enregistrer le déficit public le plus élevé (-6,7 % du PIB) tandis que le Soudan du Sud serait le seul pays à afficher un excédent budgétaire (+6,6 % du PIB). Dans le détail, une consolidation budgétaire est attendue en 2025 à Maurice (+4,6 pts), à Djibouti (+1,6 pt), aux Comores (+1,2 pt), et dans une moindre mesure, au Soudan et en Éthiopie (+0,4 pt) et au Rwanda (+0,3 pt). A l'inverse, une détérioration du déficit public devrait être observée au Soudan du Sud (-5,0 pts), en Ouganda (-2,7 pts), à Madagascar (-1,4 pt), aux Seychelles (-1,4 pt), en Somalie (-0,4 pt), au Burundi (-0,3 pt) et au Kenya (-0,2 pt). En Tanzanie, le déficit public devrait rester stable.

REGIONAL

Spiro renforce son expansion régionale avec un nouveau financement

Spiro, acteur de la mobilité électrique à deux roues et de l'échange de batteries, a annoncé, le 21 octobre, une levée de fonds de 100 M USD. Il s'agit de la plus importante levée de fonds jamais réalisée en Afrique dans le secteur de la mobilité électrique à deux roues. Ce tour de table comprend notamment 75 M USD du *Fund for Export Development in Africa* (FEDA), l'entité d'investissement à impact de l'Afreximbank. Les fonds serviront à renforcer le réseau d'infrastructures d'échange de batteries de Spiro sur ses marchés actuels et nouveaux, tout en consolidant sa plateforme technologique. Spiro ambitionne de dépasser les 100 000 véhicules déployés d'ici fin 2025, consolidant ainsi son leadership régional et son positionnement parmi les principaux acteurs mondiaux du secteur. Présente dans six pays africains notamment Kenya, Ouganda, Rwanda, Nigeria, Bénin et Togo, l'entreprise a récemment lancé des projets pilotes en Tanzanie et au Cameroun. Avant cette levée, Spiro avait déjà mobilisé plus de 180 M USD auprès d'Equitane et de Société Générale.

BURUNDI

L'inflation poursuit sa baisse en septembre

En septembre 2025, l'inflation a diminué au Burundi (à +29,3 %, contre +34,5 % en août), selon l'Institut national de la statistique du Burundi (INSBU), marquant le 5^e recul mensuel consécutif depuis le pic historique d'avril 2025 (+45,5 %). L'inflation a diminué pour le logement, l'eau, l'électricité, le gaz et autres combustibles (+52,2 %, après +55,3 % en août 2025), ainsi que pour le transport (+23,3 %, après +23,9 %). Malgré cette baisse de l'inflation totale, plusieurs catégories ont augmenté : les produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+36,5 %, après +35,9 % en août) ; les boissons alcoolisées et le tabac (+43,7 %, après +42,2 %) ; l'habillement et les chaussures (+57,8 %, après +56,2 %) ; et la santé (+20,0 %, après +19,9 %). L'inflation sous-jacente reste relativement stable (+41,7 %, contre +41,2 % en août 2025).

Lyca Mobile obtient une licence d'exploitation

Le Burundi a accordé, le 10 octobre 2025, une licence d'exploitation à l'opérateur Lyca Mobile, qui devient ainsi le 3^e marché africain de Lyca après la Tunisie et l'Ouganda. Le secteur des télécommunications au Burundi comptait jusqu'à présent trois opérateurs de réseaux mobiles (Viettel, Econet Leo et Onatel) et sept fournisseurs d'accès à Internet. Ces fournisseurs se disputent 8,5 millions d'utilisateurs mobiles, avec un taux de pénétration mobile de 64,7 % et 3,4 millions d'abonnés à Internet (soit 26 % de la population). Bien que la date de lancement de Lyca reste indéterminée, un décret présidentiel stipule que les conditions techniques et financières de son déploiement seront définies dans un accord de concession à conclure avec l'Agence de régulation et de contrôle des télécommunications.

COMORES

Lancement du projet e-administration financé par l'Union européenne

Le projet e-administration a été lancé le 16 octobre lors d'une cérémonie organisée avec le ministre de l'Aménagement du territoire et le chef du bureau de l'UE aux Comores. Ce projet, d'un montant de 2 millions EUR en don, est financé par l'UE et mis en œuvre par Expertise France. D'une durée de 3 ans, il vise à moderniser l'administration comorienne, accroître la qualité de service et améliorer la gestion des ressources humaines de l'État.

ÉTHIOPIE

Échec des négociations de restructuration menées avec les créanciers obligataires

Le ministère des Finances a annoncé, le 14 octobre, dans un communiqué, l'échec des discussions menées avec les créanciers obligataires de l'Éthiopie. Celles-ci portent sur la restructuration d'une euro-obligation d'un montant d'1 Md USD, qui est arrivée à échéance en décembre 2024. Les négociations, qui ont eu lieu entre le 25 septembre et le 13 octobre, ont échoué en raison de divergences sur les conditions financières du traitement. Ces négociations s'inscrivent dans le cadre la restructuration d'une partie de la dette publique

éthiopienne au titre du Cadre Commun du G20. Si l'Éthiopie a déjà conclu fin juin 2025, avec ses créanciers officiels bilatéraux, un protocole d'accord sur les termes de la restructuration, la prochaine étape consiste à trouver un accord avec les créanciers privés (commerciaux et obligataires), en application du principe de comparabilité de traitement des créanciers. Malgré l'annonce de l'échec des discussions, les deux parties se sont déclarées ouvertes à la reprise des négociations. L'agence de notation Fitch a par ailleurs maintenu sa note de crédit en devises étrangères de l'Éthiopie à « défaut restreint ». L'Éthiopie est en effet en défaut depuis décembre 2023, après avoir refusé de payer un coupon d'intérêt sur une euro-obligation de 33 M USD.

Le bureau du premier ministre reprend la gestion des approvisionnements et importations d'intrants agricoles stratégiques

Le bureau du Premier Ministre (PMO) a annoncé reprendre la gestion des approvisionnements et importations d'intrants agricoles stratégiques, dont les engrais. Cette mesure est une réponse au récent scandale de l'importation d'engrais de mauvaise qualité depuis la Chine par *Ethiopian Agricultural Businesses Corporation* (EABC), l'entité publique en charge de la fourniture d'intrants agricoles. Désormais, le PMO supervisera les opérations de l'EABC. Certains cadres de l'EABC ont en outre été remplacés, et sept hauts fonctionnaires ont été placés en détention. Alemtsehay Paulos, cheffe du cabinet du Premier Ministre et ministre des affaires ministérielles a été nommée présidente du conseil d'administration de l'EABC. Les retards de livraison d'engrais ainsi que la qualité inférieure de ces derniers contribuent fortement aux pertes post-récolte en Éthiopie, qui concernent près de 25 % de la production.

KENYA

Projet de règlement sur l'assurance des actifs virtuels

L'Autorité de réglementation des assurances (IRA) a publié un projet de règlement introduisant l'assurance pour les crypto-actifs. Celui-ci permettrait aux Kényans d'investir dans des cryptomonnaies en bénéficiant d'une couverture contre le piratage, le vol par des employés, la fraude et autres risques liés aux actifs numériques. L'IRA vise à promouvoir des produits d'assurance innovants,

renforcer la protection des consommateurs et élargir l'inclusion financière. Le nombre d'utilisateurs des cryptomonnaies a fortement augmenté ces dernières années au Kenya : ils seraient estimés à 733 300 en 2025, contre 10 400 en 2017. Cette annonce fait suite à l'adoption, le 15 octobre, de la première loi kényane sur les crypto-actifs, couvrant cryptomonnaies, plateformes d'échange, portefeuilles numériques et entreprises blockchain. Malgré un marché mondial des actifs numériques de 3,3 Md USD, seulement 11 % des détenteurs de cryptos disposeraient d'une couverture d'assurance, selon l'agence de notation AM Best.

Les réserves en or de la Banque centrale ont fortement augmenté pour la FY2024/25

En 2024/25, la Banque centrale du Kenya (CBK) a vu ses avoirs en or augmenter de +40,8 % par rapport à l'année précédente (1,8 M USD, contre 1,3 M USD en 2023/24). Cette progression reflète en partie l'appréciation du prix de l'or, passé d'environ 1 950 USD l'once en juin 2024 à 3 700 USD en juin 2025. L'or représente toutefois moins de 1 % des réserves totales de la CBK (12,1 Md USD). Le gouverneur Kamau Thugge a récemment indiqué que la CBK échangeait avec la Bank of England sur la diversification de ses avoirs en devises. À l'échelle mondiale, les banques centrales ont continué d'accroître leurs achats d'or, plus de 1 000 tonnes par an depuis trois ans, selon le World Gold Council, contre 400–500 tonnes/an en moyenne il y a dix ans. Cette tendance s'inscrit dans un contexte de forte hausse des cours (+50 % en 2025).

MADAGASCAR

S&P place la note souveraine sous surveillance négative en raison de la crise politique

L'agence de notation S&P Global Ratings a placé, le 17 octobre, la note souveraine de Madagascar sous surveillance négative « B-/B », en raison de la crise politique à Madagascar (cf. brève de la semaine dernière). Selon S&P, l'incertitude politique pourrait freiner la prise de décision et la mise en œuvre des réformes, pesant ainsi sur l'investissement, la croissance et la consolidation budgétaire. L'agence a également revu à la baisse ses prévisions, pour 2025, de croissance (à +3,0% pour 2025, contre +4,1% initialement) et de déficit budgétaire (à -5,3 % du PIB, contre 4,3 % du PIB initialement).

Nomination du Premier ministre Herintsalama Rajaonarivelo

Le nouveau Président malgache, le colonel Michaël Randrianirina, a nommé, le 20 octobre, Herintsalama Rajaonarivelo en tant que Premier ministre du gouvernement transitoire. Personnalité issue du secteur privé, M. Rajaonarivelo était précédemment président du conseil d'administration de la Banque nationale de l'industrie (BNI) et ancien Président du FIVMPAMA (groupement des PME). Économiste de formation, M. Rajaonarivelo était consultant pour différents projets de développement financés par des bailleurs de fonds (Banque mondiale, Union européenne, etc.). Le mouvement « Gen-z », à l'origine du départ de l'ex-Président Rajoelina, a exprimé sa désapprobation face à cette nomination, qu'il estime être intervenue sans dialogue ouvert, notamment avec la société civile et la jeunesse du pays. Il estime également que le profil du nouveau Premier ministre soulève de sérieuses interrogations.

Baisse du nombre des exportateurs de vanille agréés pour la campagne 2025-2026

Le nombre des exportateurs de vanille agréés, le 9 octobre dernier, pour la campagne 2025-2026, est en forte baisse. Ils s'élèvent à 90, contre 123 lors de la campagne précédente. Le marché se concentre toujours autour d'une quinzaine d'opérateurs représentants près des $\frac{3}{4}$ des exportations, en majorité associés à des acheteurs internationaux, à l'image de Sambavanille (associé au Français De Monchy), AFH Export (Ahmadaly Firozehoussen), Origines (Symrise) ; Somava/Henri Fraise (Givaudan), Authentic Products (Firmenich) ou Sahanala (Archers Daniel Midland). Certains acteurs locaux sont également établis de longue date : Ramex (groupe Ramanandraibe), Nordmad (Paouan), Trimeta (famille Hiridjee), SCIM (famille Cassam Chenaï) ou Authentic Products (Chan Hoi Mi Gigi). Selon Trademap, les exportations de vanille ont atteint 192,7 M EUR en valeur durant la campagne de 2024-2025, en hausse de +14 % par rapport à la campagne précédente.

MAURICE

Lancement d'un projet de soutien à l'économie circulaire financé par l'UE

Un projet dans le domaine de l'économie circulaire à Maurice, d'un montant de 3,5 M EUR en don, a été

lancé le 16 octobre. Ce projet, qui devrait prendre fin en juin 2029, est financé par l'Union européenne et mis en œuvre par Expertise France. Il vise à soutenir l'application de la feuille de route nationale pour l'économie circulaire, en contribuant à améliorer le cadre institutionnel et réglementaire du secteur et en apportant un appui au secteur privé, favorisant ainsi le développement durable de l'île.

UGANDA

État des relations du pays avec les Institutions de Washington

À l'occasion des Assemblées annuelles du FMI et de la Banque mondiale, le secrétaire permanent du Trésor ougandais, Ramathan Ggoobi, a mis en avant (et communiqué sur) les éléments suivants : le portefeuille actif de la Banque mondiale en Ouganda atteint 4,9 Md USD, avec 2 Md USD de financements concessionnels à décaisser sur trois ans, principalement dans les infrastructures et les secteurs sociaux ; l'appui au secteur privé, conduit par la Société financière internationale (groupe Banque mondiale), doit permettre de mobiliser du capital patient pour des co-investissements dans les mines, les énergies renouvelables, l'innovation et l'agro-industrie, notamment en partenariat avec des entreprises publiques ; demande adressée au FMI pour un nouveau programme budgétaire sous la forme d'une Facilité élargie de crédit (FEC), dont les négociations doivent reprendre après les élections générales, qui viennent d'être fixées au 15 janvier prochain.

La Banque mondiale alerte sur l'exposition de l'économie face au changement climatique

Dans son [Rapport sur le climat et le développement](#), la Banque mondiale alerte sur la forte vulnérabilité de l'économie ougandaise face au changement climatique. Si la croissance du PIB est projetée à +8,0 % en moyenne / an sur les cinq prochaines années, cette trajectoire pourrait être compromise. Sans adaptation, le climat pourrait ralentir la croissance de -3,1 % d'ici 2050. Classé 14^e pays le plus vulnérable et 163^e en matière de préparation, l'Ouganda subit déjà l'intensification des pluies, inondations et sécheresses, affectant en moyenne 200 000 personnes par an. Le secteur agricole, pilier de l'économie (24 % du PIB, 72 % de l'emploi), serait particulièrement exposé : les rendements pourraient être volatiles, avec jusqu'à 1,5 Md USD de pertes sur les cultures d'exportation. La

Banque mondiale recommande d'intégrer le changement climatique dans la planification urbaine (les villes accueilleront 40 % de la population en 2050), de renforcer la mobilisation de ressources domestiques et de tirer parti des financements internationaux et privés afin de soutenir ses priorités d'adaptation et de développement.

Renforcement des échanges avec la RDC

À l'occasion du Forum d'affaires de Butembo, les 17 et 18 octobre, l'Ouganda et la RDC ont réaffirmé leur volonté de renforcer leurs échanges commerciaux. Placé sous le thème « Renforcer les liens commerciaux pour la transformation socio-économique », l'événement a permis à une 50aine d'entreprises ougandaises de présenter leurs produits aux opérateurs congolais. Les discussions ont porté sur la levée des barrières non tarifaires et la création d'un environnement commercial transparent et prévisible. Le développement des axes routiers Mpondwe/Kasindi-Beni, Beni-Butembo et Bunagana-Rutshuru-Goma, ainsi que le Programme pour des zones frontalières pacifiques et résilientes, soutenu par l'Union européenne et Trademark Africa, constituent des leviers essentiels pour dynamiser les échanges. Les exportations ougandaises vers la RDC seraient passées de 432,4 M USD en 2016/17 à 981,5 M USD en 2024/25.

RWANDA

Une Rwandaise élue au conseil d'administration de la WAIFC

Hortense Mudenge, PDG du Centre financier international de Kigali, a été élue au conseil d'administration de l'Alliance mondiale des centres financiers internationaux (WAIFC) lors de son assemblée annuelle à Francfort les 29 et 30 septembre. Basée à Bruxelles, la WAIFC encourage la collaboration entre les centres financiers mondiaux.

SEYCHELLES

Maintien du taux directeur à 1,75 %

Le conseil de la Banque centrale des Seychelles a décidé de maintenir le taux directeur à 1,75 % pour le 4e trimestre 2025. Les taux d'intérêt de la facilité de dépôt permanente et de la facilité de crédit permanente seront maintenus respectivement à 0,25 % et 3,25 %. Le Conseil a examiné les facteurs entravant la transmission de la politique monétaire sur le marché national. La baisse du taux de réserves obligatoires de 13 % à 10 % sur les dépôts libellés en roupie seychelloise devrait permettre de constituer une réserve de liquidités et offrira la possibilité d'augmenter le crédit afin de soutenir l'activité. Celle-ci continue d'être portée par le tourisme, principale source de devises. Sur le plan intérieur, les prix moyens des biens et services ont été modérés, en raison principalement de la baisse des prix internationaux du carburant et des coûts mondiaux du fret.

TANZANIE

Gisements de gaz découverts dans la région de Mtwara

La Tanzanie a annoncé le 16 octobre la découverte de nouveaux gisements significatifs de gaz naturel dans les villages de Mnyundo et Mpapura, situés dans la région de Mtwara, à environ 500 km au sud de Dar es Salaam. Cette découverte intervient dans le cadre des activités d'exploration en cours dans le bloc Lindi-Mtwara, qui s'étend sur 736 km² et comprend 48 villages. Selon le ministère de l'Énergie, les fuites de gaz observées dans des puits d'eau confirment un fort potentiel. Les premières études indiquent une probabilité de plus de 30% de présence de gaz dans le bloc, sur la base de données sismiques antérieures. Le projet prévoit le forage de trois puits, dont deux pourraient produire jusqu'à 45 millions de pieds cubes de gaz par jour. Les réserves nationales sont actuellement estimées à 57,5 Md de pieds cubes, dont plus de 49 Md en mer.